

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ville de Saint-Hyacinthe | 54048 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Labrie, CPA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Saint-Hyacinthe pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature



Date

19 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	25
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	26
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	27
Situation financière par organismes	28
Charges par objets	29
Excédent (déficit) accumulé	30
Avantages sociaux futurs	34

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Hyacinthe

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Saint-Hyacinthe (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 30 juin 2025
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalizations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	106 681 788	110 330 981	99 918 483
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 395 793	8 808 749	8 494 861
Quotes-parts	3		1 102 730	1 096 860
Transferts	4	6 311 539	11 202 355	9 601 848
Services rendus	5	13 384 901	17 429 246	15 377 241
Imposition de droits	6	5 649 000	9 225 468	6 557 246
Amendes et pénalités	7	1 706 000	1 952 242	1 708 606
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	1 766 575	3 665 346	3 418 681
Autres revenus	10	623 658	5 662 194	3 093 113
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	144 519 254	169 379 311	149 266 939
Charges				
Administration générale	14	16 111 679	13 861 725	12 366 614
Sécurité publique	15	22 336 060	22 602 683	21 294 339
Transport	16	17 042 185	24 725 557	23 395 383
Hygiène du milieu	17	24 575 646	34 821 719	33 798 689
Santé et bien-être	18	1 490 166	3 154 520	538 978
Aménagement, urbanisme et développement	19	9 985 592	9 048 055	8 333 119
Loisirs et culture	20	21 317 693	29 253 098	26 593 650
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	8 016 093	5 146 989	4 767 905
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	120 875 114	142 614 346	131 088 677
Excédent (déficit) lié aux activités				
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice	25	23 644 140	26 764 965	18 178 262
Solde déjà établi	26		544 949 317	526 771 055
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		544 949 317	526 771 055
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice				
	29		571 714 282	544 949 317

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	59 383 375	51 416 144
Débiteurs (note 5)	2	64 978 315	61 102 406
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	65 483	59 176
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	2 866 000	2 985 000
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	127 293 173	115 562 726
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	28 812 377	30 285 957
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	13 923 123	21 508 473
Revenus reportés (note 11)	12	5 733 074	9 504 335
Dette à long terme (note 12)	13	145 873 792	145 639 490
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	194 342 366	206 938 255
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(67 049 193)	(91 375 529)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	633 718 421	630 545 031
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	3 239 209	4 086 465
Stocks de fournitures	20	947 166	838 521
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	858 679	854 829
	23	638 763 475	636 324 846
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	571 714 282	544 949 317
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	571 714 282	544 949 317
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	571 714 282	544 949 317

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	23 644 140	26 764 965	18 178 262
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	31 779 180)(	30 933 225)(	44 908 469)
Produit de cession	3	112 000	219 305	1 639 323
Amortissement	4	25 383 440	27 727 529	26 038 107
(Gain) perte sur cession	5		(186 999)	726 242
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	(6 283 740)	(3 173 390)	(16 504 797)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		847 256	(151 396)
Variation des stocks de fournitures	10		(108 645)	(67 096)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(3 850)	1 001 919
	13		734 761	783 427
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	17 360 400	24 326 336	2 456 892
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(91 375 529)	(93 832 421)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(91 375 529)	(93 832 421)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(67 049 193)	(91 375 529)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	26 764 965	18 178 262
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	27 727 529	26 038 107
Autres			
▪ Perte (Gain) sur cession	3.1	(186 999)	726 243
▪ Rétrocession de rues	3.2		(2 017 797)
	4	54 305 495	42 924 815
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 875 909)	7 266 184
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(719 745)	(832 371)
Revenus reportés	8	(3 771 261)	2 264 458
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	119 000	117 000
Propriétés destinées à la revente	10	847 256	(151 396)
Stocks de fournitures	11	(108 645)	(67 096)
Autres actifs non financiers	12	(3 850)	1 001 919
	13	46 792 341	52 523 513
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	37 798 830)(	47 750 999)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	219 305	1 639 322
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 ())
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(37 579 525)	(46 111 677)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 ())
Remboursement ou cession	20	(6 281)	(13 135)
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 ())
Cession	22	(26)	(33)
	23	(6 307)	(13 168)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	16 822 000	38 386 706
Remboursement de la dette à long terme	25 (	16 592 900)(	22 249 139)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(1 473 580)	(1 079 439)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	5 202	(291 994)
Autres			
▪	28.1		
	29	(1 239 278)	14 766 134
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	7 967 231	21 164 802
Solde déjà établi	31	51 416 144	30 251 342
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	51 416 144	30 251 342
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	59 383 375	51 416 144

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après « les normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe.

a) Périmètre comptable

s.o.

b) Partenariats

- Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains (ci-après la « Régie intermunicipale ») : 54.29%

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

D) Passifs

s.o.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Bâtiments	40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Machinerie, outillage et équipements divers	10 à 20 ans
Ameublements et équipements de bureau	5 à 10 ans
Améliorations locatives	15 ans

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût des l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Ces stocks sont comptabilisés au coût moyen pondéré.

F) Revenus

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste revenus reportés.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté des Maskoutains relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre d'autres revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les intérêts sur les placements et autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées inter employeurs, auquel participe la municipalité sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

Ces avantages comprennent les prestations de retraite.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée. Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués selon la méthode suivante: valeur lissée sur une période de 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	56 383 375	48 416 144
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2	3 000 000	3 000 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	59 383 375	51 416 144
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	59 383 375	51 416 144
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	58 800 333	33 510 203
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	8 522 100	14 332 792

Note

Le placement à court terme porte intérêt au taux de 2.6% (3.3% au 31 décembre 2023), vient à échéance en 2025 et est rachetable en tout temps.

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux excédents affectés, aux réserves financières et fonds réservés, au financement non utilisé et aux revenus reportés afférents aux fonds de parcs, terrains de jeux et espaces naturels.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 4 894 164\$ (4 220 475\$ en 2023). Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 3 121 035\$ (2 945 461\$ en 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	6 350 622	4 185 444
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	40 347 419	41 977 207
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	9 051 847	7 847 463
Organismes municipaux	13	1 103 227	1 030 342
Autres			
▪ Amendes, mutations, autres	14.1	8 125 200	6 061 950
	15	64 978 315	61 102 406
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	33 515 331	31 127 368
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17	3 483 283	3 483 283
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	36 998 614	34 610 651
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	1 573 870	1 407 261
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	20 021 925	20 652 051
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	4 501 402	3 668 083
Ministère de la Culture et des Communications	25	249 206	495 212
Autres ministères/organismes	26	15 574 886	17 161 861
	27	40 347 419	41 977 207

Note

Le montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêts à des taux variant de 0.94% à 4.72% au 31 décembre 2024 (0.9% à 5.6% au 31 décembre 2023) et suivant et viennent à échéance au plus tard en 2042.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	65 483	59 176
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	65 483	59 176
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note**8. Autres actifs financiers**

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 10 000 000\$ portant intérêt au taux préférentiel moins 1% (4.45%; 7.2% au 31 décembre 2023) et renouvelable annuellement. Cette ouverture de crédit bancaire est utilisée pour les opérations courantes de la Ville.

La Ville dispose d'emprunts temporaires pour des charges relatives à certains règlements d'emprunt pour un montant maximum autorisé de 75 000 000\$. Ces emprunts temporaires seront remboursés lors des financements des règlements touchés et portent intérêt au taux préférentiel moins 1% (4.45% ; 7.2% au 31 décembre 2023). Au 31 décembre 2024, ces emprunts temporaires s'élèvent à 28 812 377\$

10. Crédoeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	7 734 389	10 292 292
Salaires et avantages sociaux	44	2 185 401	2 209 244
Dépôts et retenues de garantie	45	1 870 878	5 445 504
Provision pour contestations d'évaluation	46		44 662
Autres			
▪ Gouv. Canada	47.1	984	367
▪ Gouv. Québec	47.2	126 217	184 679
▪ Organismes municipaux	47.3	624 734	1 989 325
▪ Intérêts courus	47.4	1 093 814	1 094 872
▪ Autres	47.5	286 706	247 528
	48	13 923 123	21 508 473

Note

Le montant des crédoeurs relatifs aux immobilisations, incluant les retenues de garantie, représentent 4 357 419\$ (10 013 270\$ au 31 décembre 2023)

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	267 486	324 984
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ Subvention du MEI	54.1		383 008
▪ Subvention Promenade Gérard-Côté	54.2	5 000 000	5 000 000
▪ Autres subventions	54.3	78 802	127 132
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	268 553	43 963
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60	46 875	3 580 712
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Autres	62.1	71 358	44 536
	63	5 733 074	9 504 335

Note**12. Dette à long terme**

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,90	5,60	2025	2033	64	146 703 200	146 474 100
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	146 703 200	146 474 100
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(829 408)	(834 610)
					72	145 873 792	145 639 490

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2025	73	12 493 000			12 493 000
2026	74	40 005 600			40 005 600
2027	75	38 031 600			38 031 600
2028	76	33 821 000			33 821 000
2029	77	13 270 000			13 270 000
2030 et plus	78	9 082 000			9 082 000
	79	146 703 200			146 703 200
Intérêts et frais accessoires	80	()	()	()	
	81	146 703 200			146 703 200

Note

Les versements estimatifs incluent n'incluent pas les refinancements dans l'année où ils surviennent.

13. Avantages sociaux futurs

	2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	2 866 000
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	2 985 000
	84	2 866 000
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	1 770 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	1 767 000
Régimes à cotisations déterminées	87	10 778
Autres régimes (REER et autres)	88	102 380
Régimes de retraite des élus municipaux	89	89 409
	90	1 968 870

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

14. Autres passifs

	2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	
Autres		
▪	93.1	
	94	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	
Passifs engagés	96	
Passifs réglés	97 ()(
Charge de désactualisation ¹	98	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	135 120 846	2 243 540		137 364 386
Eaux usées	102	287 195 755	6 552 059		293 747 814
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	259 429 169	3 997 923		263 427 092
Autres					
▪ Autres	104.1	52 782 328	11 105 685		63 888 013
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	184 371 560	10 301 611		194 673 171
Améliorations locatives	107	4 691 358			4 691 358
Véhicules	108	12 332 091	1 152 795	243 740	13 241 146
Ameublement et équipement de bureau	109	15 913 302	598 889	703	16 511 488
Machinerie, outillage et équipement divers	110	43 017 077	1 273 754	518 193	43 772 638
Terrains	111	29 391 591	836 047		30 227 638
Autres	112	440 113	13 648		453 761
	113	1 024 685 190	38 075 951	762 636	1 061 998 505
Immobilisations en cours	114	29 764 285	(7 142 726)		22 621 559
	115	1 054 449 475	30 933 225	762 636	1 084 620 064
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	65 966 435	3 158 708		69 125 143
Eaux usées	117	110 462 764	6 756 142		117 218 906
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	129 050 855	7 358 152		136 409 007
Autres					
▪ Autres	119.1	19 877 630	2 096 203		21 973 833
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	52 377 280	4 706 278		57 083 558
Améliorations locatives	122	1 931 021	234 568		2 165 589
Véhicules	123	6 280 012	692 974	228 878	6 744 108
Ameublement et équipement de bureau	124	12 882 457	742 914	703	13 624 668
Machinerie, outillage et équipement divers	125	24 635 876	1 980 453	500 749	26 115 580
Autres	126	440 114	1 137		441 251
	127	423 904 444	27 727 529	730 330	450 901 643
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	630 545 031			633 718 421
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	()	()	()	()
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	3 239 209	4 086 465
Autres	134		
	135	3 239 209	4 086 465
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	3 239 209	4 086 465

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Assurances générales	143.1	682 095	633 335
▪ Autres	143.2	176 584	221 494
Autres			
▪	144.1		
	145	858 679	854 829

Note**19. Obligations contractuelles**

La ville s'est engagée, en vertu d'obligations contractuelles renouvelables et non résiliables, à effectuer des versements pour un montant global de 91 094 719\$ échéant en 2029.

De plus, la régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains s'est engagée d'après des contrats régionalisés de collecte, de transport et d'élimination des déchets domestiques, échéant de 2025 à 2026, à verser une somme de 10 287 729\$ ainsi que d'un contrat de location d'un local à verser un minimum de 16 723\$ échéant en 2025.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

20. Droits contractuels

La ville reçoit annuellement des subventions du MAMH pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations corporelles et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 4 407 386\$ sur une période de 18 ans. L'échéancier de ces subventions est de 534 550\$ en 2025, 495 171\$ en 2026, 457 866\$ en 2027, 422 738\$ en 2028 et 386 461\$ en 2029.

La ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2027, prévoyant la perception de loyers totalisant 1 069 101\$. Les revenus de location à percevoir au cours des trois prochains exercices s'élèvent à 328 779\$ en 2025, à 366 221\$ en 2026 et 374 101\$ en 2027.

21. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪	146.1		
	147		
Dettes à long terme			
▪ Cité de la biotechnologie agroalimentaire	148.1		4 000 000
▪ Centre de développement pharmaceutique	148.2	10 000 000	10 000 000
	149	10 000 000	14 000 000
	150	10 000 000	14 000 000

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté des Maskoutains. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 3 508 452 \$.

La municipalité s'est engagé dans une lettre de garantie financière de 3 000 000\$, auprès de la Banque Royale, pour le Ministère du Développement durable de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour l'exploitation d'une installation de valorisation de matières organiques résiduelles.

La municipalité se porte également garante auprès de la Fédération des Caisses Desjardins du Québec pour un montant de 1 100 000\$ pour un prêt à terme rotatif consenti à la compagnie 9343-0114 Québec inc. pour l'exploitation du Centre des Congrès de Saint-Hyacinthe. Au 31 décembre 2024 l'utilisation du crédit s'élevait à 950 000\$.

La municipalité a obtenu une garantie hypothécaire auprès de l'aéroport de Saint-Hyacinthe afin de garantir les obligations de la corporation à but non lucratif découlant de l'Entente relative à une aide financière pour la gestion et l'opération de l'Aéroport.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) Auto-assurance

La municipalité pratique l'auto-assurance en responsabilité civile pour un maximum de 1 000 000\$ de dollars par événement.

Au 31 décembre 2024, le solde de la réserve d'auto-assurance paraissant à l'excédent accumulé s'élève à 1 000 000\$.

C) Poursuites

La Ville fait l'objet de poursuites pour des montants totalisant environ 7 500 000\$ en lien avec des réclamations en dommages. Il n'est pas possible pour le moment de déterminer le dénouement et le fondement des présentes poursuites. La direction est d'avis que celles-ci sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

D) Autres

s.o.

22. Actifs éventuels

s.o.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

s.o.

24. Redressement aux exercices antérieurs

s.o.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers**Politique de gestion des risques**

La ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la ville.

Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs financiers de la ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Débiteurs en souffrance		
Moins de un an	692 634\$	636 431\$
Entre un et deux ans	65 693\$	46 114\$
Entre deux et trois ans	31 104\$	119 219\$
Plus de trois ans	1 594 785\$	1 456 052\$
Sous-total	2 384 216\$	2 257 816\$
Moins : provision pour créances douteuses	1 573 870\$	1 595 327\$
Total	810 346\$	662 489\$

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme et les placements à court terme. Les instruments financiers à taux d'intérêt variable sont les emprunts temporaires.

La ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

Une augmentation ou une diminution raisonnablement possible des taux d'intérêt de 1 % (1 % au 31 décembre 2023) n'aurait pas d'incidence significative sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets de l'exercice.

Risque de liquidité

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Le risque de liquidité de la ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	De 1 an à			
	Moins de 1 an	3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
Créditeurs et charges à payer	12 335 873 \$	1 587 250 \$	0 \$	0 \$
Emprunts temporaires	13 412 196 \$	15 400 181 \$	0 \$	0 \$
Dettes à long terme	16 959 944 \$	85 479 045 \$	49 284 153 \$	9 082 000 \$
Autres passifs financiers	0 \$	0 \$	0 \$	0 \$
TOTAL	42 708 013 \$	102 466 476 \$	49 284 153 \$	9 082 000 \$

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 25 300 000 \$ (24 000 000 \$ en 2023). Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	99 840 663	106 681 788	110 075 228			110 075 228
Compensations tenant lieu de taxes	2	8 494 861	8 395 793	8 808 749			8 808 749
Quotes-parts	3					6 058 895	1 102 730
Transferts	4	4 135 022	4 784 319	5 828 199		1 283 075	7 111 274
Services rendus	5	15 377 241	13 384 901	17 429 246			17 429 246
Imposition de droits	6	6 557 246	5 649 000	9 225 468			9 225 468
Amendes et pénalités	7	1 708 606	1 706 000	1 952 242			1 952 242
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	3 354 383	1 739 430	3 593 272		72 074	3 665 346
Autres revenus	10	(170 509)	162 800	2 013 511		19 687	2 033 198
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	139 297 513	142 504 031	158 925 915		7 433 731	161 403 481
Investissement							
Taxes	13	77 820		255 753			255 753
Quotes-parts	14						
Transferts	15	4 315 280	100 000	4 091 081			4 091 081
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	2 977 532		3 683 798			3 683 798
Autres	18	269 447	1 435 000	(54 802)			(54 802)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	7 640 079	1 535 000	7 975 830			7 975 830
	22	146 937 592	144 039 031	166 901 745		7 433 731	169 379 311
Charges							
Administration générale	23	11 939 025	15 822 856	13 370 476	491 249		13 861 725
Sécurité publique	24	20 609 720	22 336 060	21 921 363	681 320		22 602 683
Transport	25	14 959 271	17 042 185	15 953 770	8 771 787		24 725 557
Hygiène du milieu	26	20 775 731	22 767 811	21 144 192	11 264 699	7 368 993	34 821 719
Santé et bien-être	27	414 538	1 490 166	3 044 306	110 214		3 154 520
Aménagement, urbanisme et développement	28	7 537 099	9 985 592	8 297 281	750 774		9 048 055
Loisirs et culture	29	21 778 020	21 317 693	23 598 900	5 654 198		29 253 098
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	4 767 905	8 016 093	5 146 989			5 146 989
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	26 034 740	25 383 440	27 724 241	(27 724 241)		
	34	128 816 049	144 161 896	140 201 518		7 368 993	142 614 346
Excédent (déficit) lié aux activités	35	18 121 543	(122 865)	26 700 227		64 738	26 764 965

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) lié aux activités	1	18 121 543	(122 865)	26 700 227	64 738	26 764 965
Moins : revenus d'investissement	2	(7 640 079)	(1 535 000)	(7 975 830)	()	(7 975 830)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	10 481 464	(1 657 865)	18 724 397	64 738	18 789 135
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	26 034 740	25 383 440	27 724 241	3 288	27 727 529
Produit de cession	5	1 639 323	112 000	219 305		219 305
(Gain) perte sur cession	6	726 242		(186 999)		(186 999)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	28 400 305	25 495 440	27 756 547	3 288	27 759 835
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			847 256		847 256
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11			847 256		847 256
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	(13 135)	(6 281)			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	(34)		(26)		(26)
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15	(13 169)	(6 281)	(26)		(26)
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	312 706	133 875	74 391		74 391
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 294 091)	(6 371 577)	(6 711 477)	()	(6 711 477)
	18	(5 981 385)	(6 237 702)	(6 637 086)		(6 637 086)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(23 904 632)	(13 291 719)	(13 988 814)	()	(13 988 814)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	186 325		1 301 791		1 301 791
Excédent de fonctionnement affecté	21	463 901	204 886	1 080 281	84 149	1 164 430
Réserves financières et fonds réservés	22	(4 712 541)	(4 506 759)	(4 706 963)		(4 706 963)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(703 625)				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(28 670 572)	(17 593 592)	(16 313 705)	84 149	(16 229 556)
	26	(6 264 821)	1 657 865	5 652 986	87 437	5 740 423
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	4 216 643		24 377 383	152 175	24 529 558

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 640 079	7 975 830	7 975 830
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés				
Acquisition d'immobilisations corporelles				
Administration générale	2 (	420 410)(	513 395)(	) ( 513 395)
Sécurité publique	3 (	191 281)(	240 655)(	) ( 240 655)
Transport	4 (	10 359 621)(	13 776 194)(	) ( 13 776 194)
Hygiène du milieu	5 (	21 080 395)(	12 584 366)(	) ( 12 584 366)
Santé et bien-être	6 () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	3 468 052)(	1 524 490)(	) ( 1 524 490)
Loisirs et culture	8 (	9 388 710)(	2 294 125)(	) ( 2 294 125)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 () () () ()
	11 (	44 908 469)(	30 933 225)(	) ( 30 933 225)
Propriétés destinées à la revente				
Acquisition	12 (	151 396)() () ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux				
Émission ou acquisition	13 () () () ()
Financement				
Financement à long terme des activités d'investissement	14	21 487 779	4 491 683	4 491 683
Affectations				
Activités de fonctionnement	15	23 904 632	13 988 814	13 988 814
Excédent accumulé				
Excédent de fonctionnement non affecté	16	117 574		
Excédent de fonctionnement affecté	17	853 825	799 309	799 309
Réserves financières et fonds réservés	18	6 583 690	3 017 700	3 017 700
	19	31 459 721	17 805 823	17 805 823
	20	7 887 635	(8 635 719)	(8 635 719)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	15 527 714	(659 889)	(659 889)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023		2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	50 181 566	57 570 467	1 812 908	59 383 375
Débiteurs (note 5)	2	59 674 210	65 216 937	1 088 477	64 978 315
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	59 176	65 483		65 483
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	2 985 000	2 866 000		2 866 000
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	112 899 952	125 718 887	2 901 385	127 293 173
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10	30 285 957	28 812 377		28 812 377
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	19 803 811	13 371 664	1 878 558	13 923 123
Revenus reportés (note 11)	12	9 504 335	5 733 074		5 733 074
Dettes à long terme (note 12)	13	145 639 490	145 873 792		145 873 792
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	205 233 593	193 790 907	1 878 558	194 342 366
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(92 333 641)	(68 072 020)	1 022 827	(67 049 193)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	630 506 400	633 683 078	35 343	633 718 421
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	4 086 465	3 239 209		3 239 209
Stocks de fournitures	20	838 521	947 166		947 166
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	844 102	844 640	14 039	858 679
	23	636 275 488	638 714 093	49 382	638 763 475
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	5 524 472	25 173 225	227 675	25 400 900
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 857 789	5 105 038	809 191	5 914 229
Réserves financières et fonds réservés	26	6 920 889	12 218 951		12 218 951
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(2 261)	()	()	()
Financement des investissements en cours	28	3 366 481	471 700		471 700
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	523 269 955	527 673 159	35 343	527 708 502
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	543 941 847	570 642 073	1 072 209	571 714 282
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	29 927 485	28 513 896	28 801 269	26 063 266
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	7 446 533	6 646 074	6 705 274	6 087 043
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	3 585 688	3 539 231	3 539 231	3 336 514
Autres services	7				
Autres biens et services	8	54 000 745	51 455 793	53 518 761	51 899 161
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	5 192 434	3 058 557	3 058 557	2 792 881
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	1 162 371	1 182 319	1 182 319	1 024 084
D'autres tiers	12	460 639	454 487	454 487	410 993
Autres frais de financement	13	1 200 649	451 626	451 626	539 947
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	3 126 738	3 057 462	3 057 462	2 514 025
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	9 646 417	11 621 021	11 621 021	7 920 193
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	25 383 440	27 724 241	27 727 529	26 038 108
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	3 028 757	2 496 811	2 496 810	2 462 462
	22	144 161 896	140 201 518	142 614 346	131 088 677

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	25 400 900	5 693 105
Excédent de fonctionnement affecté	2	5 914 229	5 657 995
Réserves financières et fonds réservés	3	12 218 951	6 920 889
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	(2 261))
Financement des investissements en cours	5	471 700	3 366 481
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	527 708 502	523 308 586
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	571 714 282	544 949 317
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	25 173 225	5 524 472
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	227 675	168 633
	11	25 400 900	5 693 105
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Acq.terrains industriels	12.1	1 769 793	1 975 439
▪ Caution Cité biotech	12.2	1 500 000	1 500 000
▪ Prog.facade comm.	12.3	243 822	107 758
▪ Reconstr.C.C.Assomp	12.4	759 005	
▪ Oeuvre d'art, dév.cult.	12.5	44 488	363 567
▪ Prog.aide rénovation	12.6		116 681
▪ Prog.PRQ	12.7	213 615	
▪ Prog.aide rest.patrim.	12.8	344 360	200 000
▪ Budget participatif	12.9	79 955	4 024
▪ Entr. cours d'eau	12.10	100 000	100 000
▪ Dommages biens ville	12.11	50 000	50 000
▪ Rempl.unités ventilation	12.12		440 320
	13	5 105 038	4 857 789
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ CSQ	14.1		10 858
▪ PRVIS	14.2	58 123	50 286
▪ Ecocentres - opération	14.3	74 615	163 588
▪ Budget 2025	14.4	79 263	59 719
▪ Ecocentre - relocalisation	14.5	597 190	515 755
	15	809 191	800 206
	16	5 914 229	5 657 995

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Auto assurance	17.1	1 000 000
▪ Don bibliothèque	17.2	452 887
▪ Fonds Verts	17.3	522 915
▪ Fonds stationnement	17.4	10 000
	18	1 985 802
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	3 743 155
Organismes contrôlés et partenariats	22	749 354
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	
Organismes contrôlés et partenariats	24	
Montant non réservé		
Administration municipale	25	6 236 505
Organismes contrôlés et partenariats	26	4 334 998
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	253 489
Autres		
▪	30.1	
	31	10 233 149
	32	12 218 951
		5 255 341
		6 920 889

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
	39 ()(
Assainissement des sites contaminés	40 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 ()(
Autres		
▪	43.1 ()(
	44 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 ()(
Utilisation du fonds de roulement	46 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 ()(
Utilisation du fonds de roulement	48 ()(
Autres		
▪	49.1 ()(
	50 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 ()(
Mesure relative à la COVID-19	52 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	378 206)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 ()(
Autres		
▪	55.1 ()(
	56 (	378 206)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	378 206
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	378 206
	63 ()(
		452 114
		(2 261))

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	64 24 631 181	20 887 356
Investissements à financer	65 (24 159 481)(	17 520 875)
	66 471 700	3 366 481
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67 633 718 421	630 545 031
Propriétés destinées à la revente	68 3 239 209	4 086 465
Prêts	69	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70 65 483	59 176
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71	
	72 637 023 113	634 690 672
Ajustements aux éléments d'actif	73	
	74 637 023 113	634 690 672
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	75 (145 873 792)(	145 639 490)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (829 408)(	834 610)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77 36 998 614	34 610 651
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79 389 975	481 363
	80 (109 314 611)(	111 382 086)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 ())
	82 (109 314 611)(	111 382 086)
	83 527 708 502	523 308 586

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Saint-Hyacinthe parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le Régime de retraite à prestations déterminées offert aux employés (les employés cols bleus, les employés cols blancs, les employés cadres, les employés cadres policier-pompier et les employés policier-pompier) est contributif. En vertu de la Loi RRSM, le financement des régimes municipaux est dorénavant effectué par le biais de deux volets distincts : un volet pour le service avant le 1er janvier 2014 (Volet antérieur) et un volet pour le service à compter du 1er janvier 2014 (Nouveau volet).

Les règles de financement relativement au Nouveau volet prévoient le partage à parts égales entre l'employeur et les participants actifs du Régime. Actuellement, la cotisation salariale de service courant des employés est de 7,45 % du salaire et la cotisation salariale de stabilisation des employés est de 1,15 % du salaire. La cotisation patronale de service courant est de 7,45 % du salaire et la cotisation patronale de stabilisation est de 1,15 % du salaire. La dernière évaluation actuarielle est en date du 31 décembre 2022.

Pour le Volet antérieur, les prestations sont établies principalement d'après une formule de salaire de carrière revalorisée historiquement de temps à autre sur la base des derniers salaires. Pour le Nouveau volet, ce Régime prévoit des prestations basées sur le salaire gagné à chaque année (2,0 % du salaire de l'année, payable avant l'âge de 65 ans, et 1,7 % du salaire de l'année, payable à compter de 65 ans) et les rentes accumulées sont indexées à chaque année. De plus, les employés cadres, les employés cadres policier-pompier et les employés policier-pompier bénéficient d'un supplément de transition pour les années de service décomptées dans le Volet antérieur.

L'âge normal de retraite est de 65 ans (60 ans pour les employés cadres policier-pompier et pour les employés policier-pompier pour le Volet antérieur). Toutefois, le participant peut prendre une retraite facultative avant son âge normal de retraite, l'âge variant selon le groupe et selon le volet.

Des prestations sont également versées lors de la cessation de la participation suite au décès ou à la cessation d'emploi avant la retraite.

La Caisse de retraite des employés de la Ville de Saint-Hyacinthe est administrée par un Comité de retraite composé de 15 membres. Dans le cadre de ses fonctions, le Comité de retraite est accompagné de plusieurs experts notamment l'actuaire, l'auditeur, les assureurs, les gestionnaires de portefeuille et le gardien de valeurs de la caisse de retraite. Plusieurs documents sont utilisés par le Comité de retraite, notamment :

- Le règlement du Régime qui établit les prestations en cas de cessation, retraite, décès et invalidité.
- La politique de placement qui permet d'obtenir le rendement optimal des actifs de la caisse de retraite relativement aux caractéristiques et aux objectifs du Régime. La politique favorise la cohérence entre les actions des divers intervenants et permet d'encadrer judicieusement les relations entre le Comité de retraite et les gestionnaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- La politique de financement qui a pour objet d'établir les principes directeurs liés au financement qui doivent guider le Comité de retraite dans l'exercice de ses fonctions.

- Le règlement intérieur pour régir le fonctionnement et la gouvernance du Comité de retraite. Un exercice de révision est fait annuellement via la liste de contrôle.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 2 985 000	3 102 000
Charge de l'exercice	4 (1 770 000)(	1 767 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 651 000	1 650 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 2 866 000	2 985 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 85 492 000	82 595 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (82 163 000)(	79 812 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 3 329 000	2 783 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 (463 000)	202 000
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 2 866 000	2 985 000
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 2 866 000	2 985 000
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 3 328 000	3 022 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	
	20 3 328 000	3 022 000
Cotisations salariales des employés	21 (1 655 000)(	1 658 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 ()	()
	23 1 673 000	1 364 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 263 000	460 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29.1	
	30 1 936 000	1 824 000
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 4 733 000	4 627 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 (4 899 000)(	4 684 000)
Rendement espéré des actifs	33 (166 000)	(57 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 1 770 000	1 767 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35 4 765 000	5 378 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 (4 899 000)(	4 684 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37 (134 000)	694 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38 536 000	948 000
Prestations versées au cours de l'exercice	39 5 174 000	4 988 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40 85 579 000	80 865 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44 8 920 000	8 138 000
DMERCA du nouveau volet	45 16	16
DMERCA de l'ancien volet	46 9	9
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47 24	24
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50 3,25 %	3,25 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51 %	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 1

Description des régimes et autres renseignements

La Régie intermunicipale d'Acton et des Maskoutains offre un régime à cotisations déterminés aux membres admissibles de son personnel. La participation à ce régime est facultative lorsque l'employé atteint les critères d'admissibilité. Les participants doivent verser obligatoirement une cotisation correspondant à 1% des gains admissibles et peuvent y ajouter des cotisations volontaires. La régie verse des cotisations de 5% des gains admissibles dans le compte établi du participant. Le compte du participant sera utilisé pour pourvoir une prestation de retraite à la retraite de celui-ci. La régie n'a pas d'autres obligations en ce qui concerne le régime de retraite en date du 31 décembre 2024.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105	
Régime de retraite par financement salarial	106	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107	
Régime de retraite à prestations cibles	108	
Autres régimes	109	10 778
	110	10 081
	10 778	10 081

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 1

Description des régimes et autres renseignements

La Ville offre un REER collectif au groupe des pompiers. Les participants doivent verser à ce REER une cotisation correspondant à 8.35% des gains admissibles. La Ville verse également des cotisations de 8.35% des gains admissibles dans le compte établi du participant.

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	
Régime de retraite simplifié	113	
REER	114	251 851
Autres régimes	115	102 380
	116	251 851
	251 851	102 380

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	11
		12

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2024</u>	<u>2023</u>
Cotisations des élus au RREM	118	15 850	18 325
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	53 417	63 996
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	24 935	25 413
	121	78 352	89 409

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	76 153 272	79 458 269	79 458 269	72 074 288
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3	556 561	573 649	573 649	558 771
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9		255 753	255 753	77 820
Autres	10				
	11	76 709 833	80 287 671	80 287 671	72 710 879
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	11 588 665	11 057 383	11 057 383	10 300 701
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14	9 582 678	9 641 755	9 641 755	8 310 688
Matières résiduelles	15	6 250 440	6 360 309	6 360 309	6 116 047
Autres					
▪ Installation septique	16.1	273 030	285 345	285 345	266 320
▪ Chauffage mazout & surf.pave	16.2	350 000	315 575	315 575	
Centres d'urgence 9-1-1	17	325 000	375 238	375 238	337 390
Service de la dette	18	1 302 142	1 654 239	1 654 239	1 533 143
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	29 671 955	29 689 844	29 689 844	26 864 289
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24	300 000	353 466	353 466	343 315
	25	300 000	353 466	353 466	343 315
	26	29 971 955	30 043 310	30 043 310	27 207 604
	27	106 681 788	110 330 981	110 330 981	99 918 483

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	1 079 113	1 099 895	1 230 054
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	111 474	103 737	101 362
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	1 863 764	1 971 844	1 891 296
Cégeps et universités	32	1 955 422	2 072 228	1 974 904
Écoles primaires et secondaires	33	2 099 119	2 220 846	2 061 273
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	7 108 892	7 468 550	7 258 889
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	902 385	905 588	850 103
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37	33 000	71 900	41 170
Taxes d'affaires	38			
	39	935 385	977 488	891 273
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	351 516	362 711	344 699
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	351 516	362 711	344 699
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	8 395 793	8 808 749	8 494 861

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			6 100
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50			
Sécurité civile	51			
Autres	52			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	524 095	450 968	478 144
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56		941 186	1 070 887
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	88 572	114 718	105 055
Réseau de distribution de l'eau potable	64	9 668	9 399	19 008
Traitement des eaux usées	65			
Réseaux d'égout	66	490 492	573 109	572 920
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	250 000	368 361	319 729
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			
Autres	74	3 358	3 358	7 825

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80	293 343	185 104	185 104
Promotion et développement économique	81			260 803
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	65 484	47 923	47 923
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	2 956	2 956	2 956
Autres	85	54 729	129 499	129 499
Réseau d'électricité	86			
	87	1 782 697	2 826 581	2 826 581
				3 229 678

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	19 500	19 500	36 000
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104	24 628	24 628	9 281
Réseau de distribution de l'eau potable	105	59 564	59 564	
Traitement des eaux usées	106			
Réseaux d'égout	107	1 232 803	1 232 803	3 238 210
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111	1 901 302	1 901 302	
Autres	112			
Cours d'eau	113			
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120	118 841	118 841	
Rénovation urbaine	121	597 586	597 586	361 363
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124	100 000	136 857	670 426
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	100 000	4 091 081	4 315 280

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129			
Péréquation	130			
Neutralité	131			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133		1 283 075	1 151 546
Fonds de développement des territoires	134			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	3 001 622	3 001 618	905 344
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137			
Autres	138			
	139	3 001 622	3 001 618	2 056 890
TOTAL DES TRANSFERTS	140	4 884 319	9 919 280	9 601 848

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	141	224 945	276 224	212 412
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	224 945	276 224	212 412
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	840 085	935 400	785 071
Sécurité civile	148			
Autres	149			
	150	840 085	935 400	785 071
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154			
Autres	155			
	156			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157	417 213	390 870	537 910
Réseau de distribution de l'eau potable	158			
Traitement des eaux usées	159			
Réseaux d'égout	160	5 632	26 335	27 948
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	422 845	417 205	565 858

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	745 000	745 000	710 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182	745 000	745 000	710 000
Réseau d'électricité	183			
	184	2 232 875	2 373 829	2 273 341

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	185	2 000	969	1 579
Évaluation	186			
Autres	187	732 305	1 738 510	818 812
	188	734 305	1 739 479	820 391
Sécurité publique				
Police	189	353 603	344 621	350 728
Sécurité incendie				
Premiers répondants	190			
Autres	191			
Sécurité civile	192			
Autres	193			
	194	353 603	344 621	350 728
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	195	723 700	860 071	903 987
Enlèvement de la neige	196			
Autres	197			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	198	332 998	396 222	376 996
Transport adapté	199			
Transport scolaire	200			
Autres	201			
Autres	202			
	203	1 056 698	1 256 293	1 280 983
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204			
Réseau de distribution de l'eau potable	205	133 000	113 878	43 840
Traitement des eaux usées	206			
Réseaux d'égout	207			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	208			
Matières recyclables	209	56 000	67 655	57 192
Autres	210	5 005 000	5 259 755	5 106 887
Cours d'eau	211			
Protection de l'environnement	212	28 200	45 636	26 562
Autres	213			
	214	5 222 200	5 486 924	5 234 481

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220	71 281	42 348	51 354
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223	123 040	136 887	124 932
	224	194 321	179 235	176 286
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	1 416 343	1 852 782	1 471 126
Activités culturelles				
Bibliothèques	226			
Autres	227	2 174 556	4 196 083	3 769 905
	228	3 590 899	6 048 865	5 241 031
Réseau d'électricité	229			
	230	11 152 026	15 055 417	13 103 900
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	13 384 901	17 429 246	15 377 241

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	232	1 149 000	1 043 176	1 027 443
Droits de mutation immobilière	233	4 500 000	8 182 292	5 529 803
Droits sur les carrières et sablières	234			
Autres	235			
	236	5 649 000	9 225 468	6 557 246
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	1 706 000	1 952 242	1 708 606
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	1 739 430	3 593 272	3 665 346
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		186 999	(726 242)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		470 937	470 937
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243			
Contributions des promoteurs	244	52 500	3 683 798	2 977 532
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245			
Contributions des organismes municipaux	246			
Autres contributions	247			
Redevances réglementaires	248			
Autres	249	1 545 300	1 300 773	841 823
	250	1 597 800	5 642 507	3 093 113
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 137 802	1 044 966	10 153	1 055 119	1 055 119	973 856
Greffe et application de la loi	2	853 402	752 694		752 694	752 694	2 045 191
Gestion financière et administrative	3	8 371 437	6 688 049	8 044	6 696 093	6 696 093	4 468 318
Évaluation	4	434 952	472 911	7 894	480 805	480 805	559 879
Gestion du personnel	5	1 541 920	1 284 750		1 284 750	1 284 750	1 304 950
Autres							
▪ Autres dépenses	6.1	3 483 343	3 127 106	465 158	3 592 264	3 592 264	3 014 420
	7	15 822 856	13 370 476	491 249	13 861 725	13 861 725	12 366 614
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	13 051 859	13 163 048	122 571	13 285 619	13 285 619	12 561 367
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	8 059 683	7 599 326	488 125	8 087 451	8 087 451	7 564 640
Sécurité civile	11	24 057	35 992		35 992	35 992	17 653
Autres	12	1 200 461	1 122 997	70 624	1 193 621	1 193 621	1 150 679
	13	22 336 060	21 921 363	681 320	22 602 683	22 602 683	21 294 339
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	6 399 456	7 275 288	8 070 491	15 345 779	15 345 779	13 454 152
Enlèvement de la neige	15	4 046 451	2 651 808	134 132	2 785 940	2 785 940	3 646 051
Éclairage des rues	16	737 659	544 116	408 399	952 515	952 515	941 411
Circulation et stationnement	17	1 305 676	959 942	158 765	1 118 707	1 118 707	1 124 536
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 552 943	4 522 616		4 522 616	4 522 616	4 229 233
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	17 042 185	15 953 770	8 771 787	24 725 557	24 725 557	23 395 383

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	3 483 075	3 440 978	1 597 838	5 038 816	4 571 500
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 840 676	1 792 977	1 812 304	3 605 281	3 447 037
Traitement des eaux usées	25	4 508 150	4 187 022	3 636 436	7 823 458	7 962 815
Réseaux d'égout	26	1 893 285	1 836 186	4 218 121	6 054 307	5 542 952
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	2 891 098	2 860 140		2 860 140	1 828 021
Élimination	28	481 950	481 806		481 806	1 413 292
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	625 388	(108 061)		(108 061)	1 158 309
Tri et conditionnement	30	360 509	598 492		598 492	726 473
Matières organiques						
Collecte et transport	31	1 038 357	997 490		997 490	974 498
Traitement	32	506 456	493 787		493 787	503 633
Matériaux secs	33	219 210	232 475		232 475	570 374
Autres	34					854 222
Plan de gestion						
Autres	36	3 936 673	3 490 405		3 490 405	3 463 971
Cours d'eau	37	370 856	299 498		299 498	262 570
Protection de l'environnement	38	546 964	499 200		499 200	476 073
Autres	39	65 164	41 797		41 797	54 894
	40	22 767 811	21 144 192	11 264 699	32 408 891	33 798 689
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Habitation						
Logement social	41	1 490 166	3 044 306	110 214	3 154 520	538 978
Autres	42					
Sécurité du revenu	43					
Autres	44					
	45	1 490 166	3 044 306	110 214	3 154 520	538 978

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	4 695 019	3 611 183	750 774	4 361 957	4 361 957	4 028 647
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47	208 589	239 604		239 604	239 604	252 998
Autres biens	48	1 727 000	806 686		806 686	806 686	881 287
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	3 078 998	2 645 925		2 645 925	2 645 925	2 998 817
Tourisme	50	218 708	134 430		134 430	134 430	139 328
Autres	51	57 278	12 197		12 197	12 197	32 042
Autres	52		847 256		847 256	847 256	
	53	9 985 592	8 297 281	750 774	9 048 055	9 048 055	8 333 119
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	4 829 717	4 907 120	2 992 145	7 899 265	7 899 265	7 068 662
Patinoires intérieures et extérieures	55	2 030 509	2 160 597		2 160 597	2 160 597	2 039 759
Piscines, plages et ports de plaisance	56	3 458 403	3 500 289		3 500 289	3 500 289	3 228 061
Parcs et terrains de jeux	57	1 999 004	1 953 015		1 953 015	1 953 015	1 852 187
Parcs régionaux	58	863 262	822 138		822 138	822 138	787 206
Expositions et foires	59						
Autres	60	5 249					86 458
	61	13 186 144	13 343 159	2 992 145	16 335 304	16 335 304	15 062 333
Activités culturelles							
Centres communautaires	62	3 806 474	5 873 302	1 869 547	7 742 849	7 742 849	6 971 867
Bibliothèques	63	3 822 117	3 959 949	792 506	4 752 455	4 752 455	3 998 210
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64	502 958	422 490		422 490	422 490	561 240
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66						
	67	8 131 549	10 255 741	2 662 053	12 917 794	12 917 794	11 531 317
	68	21 317 693	23 598 900	5 654 198	29 253 098	29 253 098	26 593 650

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	6 532 600	4 418 819		4 418 819	4 418 819	3 976 974
Autres frais	71	282 844	276 544		276 544	276 544	250 984
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	(97 000)	(166 000)		(166 000)	(166 000)	(57 000)
Autres	73	1 297 649	617 626		617 626	617 626	596 947
	74	8 016 093	5 146 989		5 146 989	5 146 989	4 767 905
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	25 383 440	27 724 241 (	27 724 241)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 267 111	2 267 111	4 981 268
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 259 507	4 259 507	6 305 836
Usines et bassins d'épuration	3	3 685 760	3 685 760	4 860 891
Conduites d'égout	4	1 024 323	1 024 323	4 921 207
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 215 392	3 215 392	7 719 873
Ponts, tunnels et viaducs	7	14 247	14 247	
Systèmes d'éclairage des rues	8	584 182	584 182	265 037
Aires de stationnement	9	117 563	117 563	241 850
Parcs et terrains de jeux	10	7 964 989	7 964 989	4 096 277
Autres infrastructures	11	2 702 102	2 702 102	1 201 151
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	129 642	129 642	169 362
Édifices communautaires et récréatifs	14	851 140	851 140	6 313 964
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			202 724
Autres	17	1 074 000	1 074 000	232 028
Ameublement et équipement de bureau	18	539 708	539 708	486 421
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 354 290	1 354 290	2 771 971
Terrains	20	871 637	871 637	29 826
Autres	21	277 632	277 632	108 783
	22	30 933 225	30 933 225	44 908 469

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	424 045	424 045	2 318 371
Usines de traitement de l'eau potable	2	4 243 810	4 243 810	6 305 836
Usines et bassins d'épuration	3	3 661 767	3 661 767	4 860 891
Conduites d'égout	4	1 024 323	1 024 323	4 154 825
Autres infrastructures	5	7 290 654	7 290 654	11 673 500
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	1 843 066	1 843 066	2 662 897
Usines de traitement de l'eau potable	7	15 697	15 697	
Usines et bassins d'épuration	8	23 993	23 993	
Conduites d'égout	9			766 382
Autres infrastructures	10	7 307 821	7 307 821	1 850 688
Autres immobilisations corporelles	11	5 098 049	5 098 049	10 315 079
	12	30 933 225	30 933 225	44 908 469

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	12 984 621	2 124 593	1 408 415	13 700 799
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	98 878 828	2 515 872	5 390 913	96 003 787
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	111 863 449	4 640 465	6 799 328	109 704 586
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	31 127 368	3 733 826	1 345 863	33 515 331
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10	3 483 283			3 483 283
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	34 610 651	3 733 826	1 345 863	36 998 614
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	34 610 651	3 733 826	1 345 863	36 998 614
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	34 610 651	3 733 826	1 345 863	36 998 614
	19	146 474 100	8 374 291	8 145 191	146 703 200
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	146 474 100	8 374 291	8 145 191	146 703 200

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	146 703 200
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	24 159 481
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	37 034 614
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	133 828 067
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	13	
Endettement net à long terme	14	133 828 067
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	3 508 452
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	137 336 519
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	137 336 519
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale				
Grefte et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	1 388 071	1 372 073	1 017 830
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	967 255	982 625	864 332
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13	361 507	292 859	248 420
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Habitation	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	409 905	409 905	383 443
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	3 126 738	3 057 462	2 514 025

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024*Non audité*

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	29 805 426	44 090 621
Frais de financement	4	1 127 799	817 848
Autres	5		
	6	30 933 225	44 908 469

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	81,00	35,00	147 510,00	8 654 684	2 035 345	10 690 029
Professionnels	2	42,00	32,50	71 145,00	1 603 447	194 752	1 798 199
Cols blancs	3	100,00	32,50	169 722,00	5 116 664	1 339 709	6 456 373
Cols bleus	4	148,00	40,00	306 825,00	9 206 039	2 170 392	11 376 431
Policiers	5						
Pompiers	6	45,00	40,00	94 562,00	3 258 228	760 391	4 018 619
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	416,00		789 764,00	27 839 062	6 500 589	34 339 651
Élus	9	12,00			674 834	145 485	820 319
	10	428,00			28 513 896	6 646 074	35 159 970

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1	941 186				941 186
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	114 718	24 628			139 346
Réseau de distribution de l'eau potable	3	9 399	59 564			68 963
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5	459 799	1 232 803	113 310		1 805 912
Autres	6	4 189 787	1 772 322	1 001 764		6 963 873
	7	5 714 889	3 089 317	1 115 074		9 919 280

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		51 507
	4		51 507
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	6 467	7 770
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	6 467	7 770
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	1 353 259	1 129 620
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	1 353 259	1 129 620
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	139 025	137 522
Réseau de distribution de l'eau potable	18	396 753	341 913
Traitement des eaux usées	19	952 409	982 151
Réseaux d'égout	20	573 684	487 348
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	2 061 871	1 948 934
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		10 204
	32		10 204
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34	6 125	7 553
Promotion et développement économique	35	664 001	697 499
Autres	36		
	37	670 126	705 052
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	38 328	46 275
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	1 011 699	861 462
Autres	40	5 239	7 081
	41	1 055 266	914 818
Réseau d'électricité			
	42		
	43	5 146 989	4 767 905

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Beauregard André	1.1 Maire	108 424	19 422	9 803	
Barré Bernard	1.2 Conseiller	30 977	16 159	1 715	857
Coulombe Guylain	1.3 Conseiller	30 977	16 159	80	40
Huard David Olivier	1.4 Conseiller	31 077	16 159		
Bousquet David	1.5 Conseiller	31 327	16 159		
Coté Donald	1.6 Conseiller	31 177	16 159		
Pelletier Annie	1.7 Conseiller	30 977	16 159	161	80
Thériault Pierre	1.8 Conseiller	30 977	16 159	1 687	843
Caron Jeannot	1.9 Conseiller	30 977	16 159		
Gagné Claire	1.10 Conseiller	31 827	16 159		
Arpin André	1.11 Conseiller	31 827	16 159		
Bédard Mélanie	1.12 Conseiller	31 227	16 159		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		25 300 000 \$
Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement			
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3		377 259 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6		\$
Ligne 3 : Autres revenus	7		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10		\$
Ligne 9 : Autres charges	11		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13		\$
Ligne 14 : Débiteurs	14		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	18		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	19		\$
Ligne 24 : Libres	20		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22		\$
Montant des pardons de prêts constatés			
Solde cumulatif au début de l'exercice	23		\$
Constatés au cours de l'exercice	24		\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27		\$
Ligne 3 : Autres revenus	28		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31		\$
Ligne 9 : Autres charges	32		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34		\$
Ligne 14 : Débiteurs	35		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40		\$
Ligne 24 : Libres	41		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43		\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 164 590 \$

b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 4 341 237 \$

c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 315 576 \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

Chauffage au mazout : 1 530 unités x 100\$ = 153 000\$

Surfaces pavées: 650 304 m.c. x 0.25\$ = 162 576\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). 50
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 51 _____ \$
- Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :
- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ \$
- Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54
- Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55
- Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :
- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ \$
- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ \$
- Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60
- Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :
- a) crédits de taxes 61 _____ 2 291 085 \$
- b) autres formes d'aide 62 _____ \$
10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63
- Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ 321 467 \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ 235 852 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ 97 764 \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ 11 487 \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ 3 192 \$
 - Abords de routes 77 _____ 47 090 \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ 159 533 \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ 44 588 \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ 139 711 \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ 579 684 \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Lame à neige
- Relatives à l'entretien d'été :
- Camion inter, remorque à collasse et équipements de signalisation
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 82 | 24-482 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 83 | 2024-08-05 |

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

- | | | |
|-------------------------------------|----|------------|
| a) Numéro de la résolution | 85 | 22-849 |
| b) Date d'adoption de la résolution | 86 | 2022-12-19 |

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

- | | | |
|---|----|--|
| a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2) | 87 | |
| b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3) | 88 | |

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

- | | | |
|--|----|---|
| c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5) | 89 | 3 |
| d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8) | 90 | 3 |
| e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9) | 91 | 1 |
| f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10) | 92 | |
| g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11) | 93 | |

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

- | | | |
|--|----|-------|
| h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16) | 94 | 2 531 |
| i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 95 | 1 245 |
| j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16) | 96 | 11 |

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

4 5 6

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?
- Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

7 8

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : _____

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-18 09:50

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	Réalizations 2023		Budget 2024		Réalizations 2024	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	139 297 513	142 504 031	158 925 915	7 433 731	161 403 481
Investissement	2	7 640 079	1 535 000	7 975 830		7 975 830
	3	146 937 592	144 039 031	166 901 745	7 433 731	169 379 311
Charges	4	128 816 049	144 161 896	140 201 518	7 368 993	142 614 346
Excédent (déficit) lié aux activités	5	18 121 543	(122 865)	26 700 227	64 738	26 764 965
Moins : revenus d'investissement	6	(7 640 079)	(1 535 000)	(7 975 830)	()	(7 975 830)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	10 481 464	(1 657 865)	18 724 397	64 738	18 789 135
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	26 034 740	25 383 440	27 724 241	3 288	27 727 529
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	312 706	133 875	74 391		74 391
Remboursement de la dette à long terme	10	(6 294 091)	(6 371 577)	(6 711 477)	()	(6 711 477)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(23 904 632)	(13 291 719)	(13 988 814)	()	(13 988 814)
Excédent (déficit) accumulé	12	(4 765 940)	(4 301 873)	(2 324 891)	84 149	(2 240 742)
Autres éléments de conciliation	13	2 352 396	105 719	879 536		879 536
	14	(6 264 821)	1 657 865	5 652 986	87 437	5 740 423
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	4 216 643		24 377 383	152 175	24 529 558

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	50 181 566	57 570 467	59 383 375
Débiteurs	2	59 674 210	65 216 937	64 978 315
Prêts	3			
Placements de portefeuille	4	59 176	65 483	65 483
Autres	5	2 985 000	2 866 000	2 866 000
	6	112 899 952	125 718 887	127 293 173
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7			
Emprunts temporaires	8	30 285 957	28 812 377	28 812 377
Créditeurs et charges à payer	9	19 803 811	13 371 664	13 923 123
Revenus reportés	10	9 504 335	5 733 074	5 733 074
Dette à long terme	11	145 639 490	145 873 792	145 873 792
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12			
Autres	13			
	14	205 233 593	193 790 907	194 342 366
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(92 333 641)	(68 072 020)	(67 049 193)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	16	630 506 400	633 683 078	633 718 421
Autres	17	5 769 088	5 031 015	5 045 054
	18	636 275 488	638 714 093	638 763 475
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	5 524 472	25 173 225	25 400 900
Excédent de fonctionnement affecté	20	4 857 789	5 105 038	5 914 229
Réserves financières et fonds réservés	21	6 920 889	12 218 951	12 218 951
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	(2 261))	))	(2 261))
Financement des investissements en cours	23	3 366 481	471 700	471 700
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	523 269 955	527 673 159	527 708 502
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25			
	26	543 941 847	570 642 073	571 714 282

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024**

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Acq.terrains industriels	1.1	1 769 793	1 975 439
▪ Cautiion Cité biotech	1.2	1 500 000	1 500 000
▪ Prog.facade comm.	1.3	243 822	107 758
▪ Reconstr.C.C.Assomp	1.4	759 005	
▪ Oeuvre d'art, dév.cult.	1.5	44 488	363 567
▪ Prog.aide rénovation	1.6		116 681
▪ Prog.PRQ	1.7	213 615	
▪ Prog.aide rest.patrim.	1.8	344 360	200 000
▪ Budget participatif	1.9	79 955	4 024
▪ Entr. cours d'eau	1.10	100 000	100 000
▪ Dommages biens ville	1.11	50 000	50 000
▪ Rempl.unités ventilation	1.12		440 320
	2	5 105 038	4 857 789
Organismes contrôlés et partenariats¹	3	809 191	800 206
	4	5 914 229	5 657 995
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Auto assurance	5.1	1 000 000	1 000 000
▪ Don bibliotheque	5.2	452 887	323 887
▪ Fonds Verts	5.3	522 915	341 661
▪ Fonds stationnement	5.4	10 000	
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	3 743 155	749 354
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	6 236 505	4 334 998
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	253 489	170 989
Autres			
▪	14.1		
	15	12 218 951	6 920 889
	16	18 133 180	12 578 884

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	133 828 067
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	137 336 519

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	96 003 787	98 878 828
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	13 700 799	12 984 621
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	33 515 331	31 127 368
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8	3 483 283	3 483 283
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	146 703 200	146 474 100

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023	Budget 2024	Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	99 840 663	106 681 788	110 075 228	110 075 228
Compensations tenant lieu de taxes	13	8 494 861	8 395 793	8 808 749	8 808 749
Quotes-parts	14				1 102 730
Transferts	15	4 135 022	4 784 319	5 828 199	7 111 274
Services rendus	16	15 377 241	13 384 901	17 429 246	17 429 246
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	8 265 852	7 355 000	11 177 710	11 177 710
Autres	18	3 183 874	1 902 230	5 606 783	5 698 544
	19	139 297 513	142 504 031	158 925 915	161 403 481
Investissement					
Taxes	20	77 820		255 753	255 753
Quotes-parts	21				
Transferts	22	4 315 280	100 000	4 091 081	4 091 081
Autres	23	3 246 979	1 435 000	3 628 996	3 628 996
	24	7 640 079	1 535 000	7 975 830	7 975 830
	25	146 937 592	144 039 031	166 901 745	169 379 311

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	15 822 856	13 370 476	491 249	13 861 725	13 861 725	12 366 614
Sécurité publique							
Police	2	13 051 859	13 163 048	122 571	13 285 619	13 285 619	12 561 367
Sécurité incendie	3	8 059 683	7 599 326	488 125	8 087 451	8 087 451	7 564 640
Autres	4	1 224 518	1 158 989	70 624	1 229 613	1 229 613	1 168 332
Transport							
Réseau routier	5	12 489 242	11 431 154	8 771 787	20 202 941	20 202 941	19 166 150
Transport collectif	6	4 552 943	4 522 616		4 522 616	4 522 616	4 229 233
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	11 725 186	11 257 163	11 264 699	22 521 862	22 521 862	21 524 304
Matières résiduelles	9	10 059 641	9 046 534		9 046 534	11 459 362	11 480 848
Autres	10	982 984	840 495		840 495	840 495	793 537
Santé et bien-être	11	1 490 166	3 044 306	110 214	3 154 520	3 154 520	538 978
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	4 695 019	3 611 183	750 774	4 361 957	4 361 957	4 028 647
Promotion et développement économique	13	3 354 984	2 792 552		2 792 552	2 792 552	3 170 187
Autres	14	1 935 589	1 893 546		1 893 546	1 893 546	1 134 285
Loisirs et culture	15	21 317 693	23 598 900	5 654 198	29 253 098	29 253 098	26 593 650
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	8 016 093	5 146 989		5 146 989	5 146 989	4 767 905
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	118 778 456	112 477 277	27 724 241	140 201 518	142 614 346	131 088 677
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	25 383 440	27 724 241 (	27 724 241)			
	21	144 161 896	140 201 518		140 201 518	142 614 346	131 088 677

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalizations 2023		Réalizations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 640 079	7 975 830		7 975 830
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	44 908 469)(	30 933 225)(	)	30 933 225)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	151 396)()))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	21 487 779	4 491 683		4 491 683
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	23 904 632	13 988 814		13 988 814
Excédent accumulé	6	7 555 089	3 817 009		3 817 009
	7	7 887 635	(8 635 719)		(8 635 719)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	15 527 714	(659 889)		(659 889)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14